

Préface

Un matin d'automne ensoleillé, le 15 octobre 1894, le capitaine Alfred Dreyfus, brillant officier moderniste¹, stagiaire à l'État-Major, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École de guerre, de confession juive, se rendit à l'État-Major, où, deux jours auparavant, il avait été invité à se présenter en tenue bourgeoise. Après une mascarade destinée à le compromettre, le commandant du Paty de Clam qui le recevait lança d'une voix tonnante : « Au nom de la loi, je vous arrête. Vous êtes accusé du crime de haute trahison. »

Transféré à la prison du Cherche-Midi, Alfred Dreyfus fut jugé par un Conseil de guerre, le 19 décembre 1894. Il fut déclaré coupable à l'unanimité et condamné à la déportation perpétuelle.

Suivit une affreuse dégradation, le 5 janvier 1895, qui tenait de la mise à mort sacrificielle, dans la grande cour de l'École militaire. Face à une foule déchaînée qui hurlait : « Mort au traître, mort au Juif », Alfred Dreyfus cria : « Soldats, on dégrade un innocent. Soldats, on déshonore un innocent. »

Sur quoi le capitaine Dreyfus fut-il condamné ? Sur rien. Sur aucune preuve. Une vague ressemblance d'écriture avec un bordereau trouvé dans la corbeille à papier de l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne, et un dossier secret, illégal donc, composé de pièces arrangées ou non pertinentes.

Il fallut un combat de près de douze années pour que ce crime d'État fût reconnu.

Dans ce combat, les élèves et anciens élèves de l'École normale supérieure ont joué un rôle considérable. Ils ont protesté, parlé et surtout écrit.

1. Ainsi que l'a montré Vincent Duclert dans sa biographie d'Alfred Dreyfus, *Alfred Dreyfus. L'honneur d'un patriote*, Paris, Fayard, 2006, p. 70-113.

C'est un témoignage de leur engagement, de leur engagement tout entier nourri d'aspiration au savoir et à l'excellence scientifique que le présent volume veut apporter.

Comment est-on passé d'une condamnation quasi unanime, chez tous ceux qui, à la fin du XIX^e siècle, pensaient et écrivaient, à la conviction très largement partagée de l'innocence du capitaine Dreyfus ? Entre le temps de l'incrimination fondée sur l'ignorance et celui de la conviction qu'une injustice a été commise, s'est produit un extraordinaire éveil des consciences. Extraordinaire, car il tient à un concours de circonstances exceptionnel et à la formation, inattendue mais irrésistible, d'un immense mouvement de solidarité.

Sans le « foyer brûlant de la conscience nationale », selon la formule de Charles Andler, que fut l'École normale supérieure entre 1895 et 1906, ce mouvement n'aurait pas été possible, ou du moins n'aurait pas pris une telle ampleur. Les élèves et anciens élèves de l'École normale, les uns, membres de l'administration de l'École, les autres, jeunes professeurs, universitaires reconnus, journalistes, hommes politiques, se sont progressivement forgé une conviction, puis l'ont défendue avec toute l'érudition et la rigueur scientifique auxquelles leurs études à l'École normale les avaient formés.

Ces jeunes gens, ces hommes, parfois aussi les élèves et femmes professeurs issues de l'École normale supérieure de Sèvres, avaient appris au cours de leurs études à rechercher la vérité, à concevoir les arguments les plus aptes à la défendre, à avancer des preuves, et surtout à pourfendre les préjugés, au nom d'un idéal républicain qui se réclamait des Lumières et de la tradition rationaliste occidentale.

C'est au nom d'une telle formation reçue dans l'École qu'ils ont décidé de s'engager, par la parole et par la plume, puisque tels étaient les domaines où ils excellaient. La lecture des textes publiés ci-après montrera la diversité d'un tel engagement, les raisons qui l'ont nourri, les risques qu'il a entraînés et enfin les oppositions qu'il a suscitées chez ceux, peu nombreux à l'École mais actifs, qui niaient l'existence d'un lien entre savoir et engagement.

Car c'est là que tout se noue. Si les écrits ici rassemblés ont une valeur exemplaire, au-delà de l'éclairage historique qu'ils donnent sur l'affaire

Dreyfus, c'est qu'ils contribuent tous à poser une question, encore décisive pour notre temps : le savoir, scientifique et littéraire, l'expertise, la compétence, créent-ils un devoir particulier d'ouvrir les yeux sur ce qui se passe, de ne pas se laisser abuser par ce que la presse, l'opinion publique, le pouvoir veulent faire passer pour la vérité, un devoir particulier de lutter contre les préjugés, de chercher à établir ce qui s'est vraiment passé, d'exiger que l'innocence soit reconnue ?

Pour la plus grande partie des normaliens, élèves et anciens élèves, quelle qu'ait été la profession qu'ils exerçaient, la réponse ne faisait pas de doute. Oui, c'est en tant que scientifiques (mathématiciens, physiciens, chimistes, biologistes), c'est en tant qu'intellectuels (hellénistes, latinistes, historiens, littéraires, philosophes) qu'ils ont voulu établir les faits et défendre la vérité.

Le terme d'engagement, si souvent utilisé aujourd'hui, est un condensé de bien des attitudes et des résolutions distinctes. Car la mise en œuvre de ce devoir particulier de recherche de la vérité qu'impose le savoir inclut plusieurs étapes.

La première étape est celle par laquelle l'intelligence et la conscience sont convaincues que les données ne sont pas claires, qu'une vérité officielle est mensongère, bref que quelque chose ne va pas. Cette alerte intérieure, qui fait que l'intelligence ne peut se satisfaire des certitudes communes, est décisive. Elle oblige à ouvrir les yeux, à ne pas détourner le regard en se disant que ce n'est pas grave et que d'autres s'occuperont de remédier à une éventuelle injustice.

Si l'École normale supérieure a pu être le lieu où un tel éveil des consciences s'est produit, c'est parce qu'il y eut, dès la fin de l'année 1894, des normaliens qui, convaincus de l'innocence de Dreyfus, stupéfaits par le verdict d'un procès où le dossier d'accusation semblait vide, puis indignés par la scène de la dégradation, ont exprimé leur doute.

C'est le cas de Lucien Lévy-Bruhl, cousin éloigné d'Alfred Dreyfus, qui exerçait depuis 1895 la fonction de maître de conférences à l'École. L'intime conviction de Lévy-Bruhl ne ressemblait pas à la certitude immédiate et évidente que les parents et alliés de Dreyfus ont eue de son innocence, mais elle découlait du seul et simple fait qu'il connaissait l'homme Dreyfus, sa loyauté à l'égard de la République française et

son dévouement à la patrie. C'est le cas aussi de Salomon Reinach, helléniste, archéologue, frère de l'homme politique Joseph Reinach, très tôt convaincu de l'innocence de Dreyfus. On peut imaginer que ces deux hommes influents se sont entretenus avec leurs amis anciens normaliens. Gabriel Monod, et surtout Lucien Herr, alors directeur de la Bibliothèque des lettres de l'École normale, ont dû dès ce moment-là douter, chercher à en savoir davantage. Sans ce premier moment de l'engagement, moment de l'éveil des consciences, l'affaire Dreyfus n'aurait probablement pas vu le jour.

La deuxième étape de l'engagement correspond au temps de la persuasion : convaincre autour de soi, rallier les esprits. Au sein de l'École normale supérieure, ce lent travail, qui a dû se heurter aux doutes, aux oppositions, au scepticisme, avant d'entraîner dans les rangs dreyfusards la quasi-totalité de l'École, a eu son maître d'œuvre. Ce fut Lucien Herr. germaniste, philosophe, figure tutélaire et immuable, installé derrière son bureau dans le grand hall de la bibliothèque, il a, vraisemblablement dès la fin de l'année 1896, discuté, raisonné, argumenté avec ceux qu'il rencontrait, jusqu'à les convaincre, presque tous, de l'innocence d'Alfred Dreyfus. Dans ces *Écrits normaliens*, les témoignages sur le rôle que joua Lucien Herr sont nombreux : Jean Jaurès, Léon Blum, Élie Halévy l'évoquent avec précision et émotion.

Un tel travail de conquête des esprits ne s'est pas toujours fait de manière directe, dans la conversation et l'échange verbal. Il fut pareillement mis en œuvre dans les correspondances. C'est là que les réseaux normaliens ont montré toute leur force. De nombreux anciens élèves étaient professeurs dans des villes de province. Quelle qu'ait été leur croyance initiale, il est frappant de constater qu'une fois alertés sur les doutes qu'entretenaient leurs collègues parisiens, ils ont répondu à l'appel. Pour prendre l'exemple de la seule ville de Bordeaux où enseignaient alors le grand mathématicien Jacques Hadamard et celui qui devait devenir le fondateur de la sociologie française, Émile Durkheim, le ralliement se fit dès 1897.

Tous ces normaliens, parisiens ou provinciaux, travaillaient dans les métiers de l'intelligence. En ce sens, le terme d'« intellectuels », qu'utilisait Georges Clemenceau, peut servir à les désigner. Mais ce terme doit être entendu alors de la façon la plus large, car les scientifiques, présents dans l'École ou issus de l'École, ont été très nombreux à rejoindre la

cause dreyfusarde, en se réclamant de la méthode de rigueur et d'honnêteté intellectuelle à laquelle leur formation les avaient rompus. Leur exigence que la vérité apparaisse en plein jour était le prolongement de leur activité de professeur et de savant.

La dernière étape de l'engagement, celle à laquelle le sens de ce terme est le plus souvent réduit, est la déclaration publique de la conviction. À la fin du XIX^e siècle, cela signifiait, concrètement, écrire des articles, signer des protestations, se faire connaître, voire se faire remarquer. Une telle résolution d'afficher ses convictions en pleine lumière fut illustrée par l'attitude admirable du colonel Picquart refusant de celer la vérité qu'il avait découverte et subissant toute la rigueur des conséquences d'une telle décision. Elle se manifesta aussi par le courage de Zola, qui publia le 13 janvier 1898 « J'accuse... ! » et fut condamné à un an d'emprisonnement au terme d'un procès pour délit de diffamation.

De façon moins spectaculaire, l'engagement public des normaliens qui s'est traduit par leurs écrits et surtout par la signature des protestations publiées à la fin du présent ouvrage témoignait lui aussi d'un très grand courage. Car la plupart d'entre eux étaient professeurs. En se déclarant publiquement dreyfusards, ils risquaient la révocation. Il est facile aujourd'hui de considérer comme naturel de s'engager pour telle ou telle cause, mais, il y a un siècle, un fonctionnaire courait tout simplement le risque de perdre son travail, de réduire sa famille à la misère et d'être mis au ban de la société, surtout dans une ville de province. Pourtant, ils ont été plusieurs dizaines d'anciens normaliens à faire ce geste et à braver ce risque, au nom de leur savoir et du devoir de vérité que celui-ci leur imposait.

Ce recueil de textes ne voudrait pas laisser penser que tous les normaliens furent dreyfusards. Certains, très peu nombreux, furent des antidreyfusards acharnés, comme Louis Grégori, auteur de la tentative d'assassinat dont Dreyfus fut l'objet, le 4 juin 1908, lors de la cérémonie du transfert des cendres d'Émile Zola au Panthéon. Au sein de l'École normale, Ferdinand Brunetière, alors maître de conférences, lança la polémique sur le thème même qui fait l'unité des textes rassemblés ici : le lien entre savoir et engagement. Beaucoup de normaliens prirent part à cet échange, dont Émile Durkheim qui écrivit à cette occasion l'un de ses plus beaux textes, « L'individualisme et les intellectuels ».

L'engagement des normaliens dans l'affaire Dreyfus n'a rien d'exceptionnel, diront certains. Il relève du devoir moral qui devrait incomber à tout un chacun : l'attachement à la recherche de la vérité et à la défense de la justice. Mais sans des hommes de chair et d'esprit, sans des hommes courageux, lucides, critiques, qui firent progressivement le chemin qui va de l'éveil des consciences au travail de persuasion des proches puis à l'intervention publique, il n'y aurait sans doute pas eu d'affaire Dreyfus.

Le présent recueil a pour ambition de rappeler à tous que derrière la lente et pénible histoire de l'honneur retrouvé d'un homme, des personnalités fortes, une institution, ont créé un mouvement qui valait comme une affirmation résolue du devoir de conscience, de pensée et de justice. C'est une belle leçon pour aujourd'hui que de voir les valeurs de la République servies à un tel degré par ceux qui ont fait du savoir leur activité de chaque jour.

Monique CANTO-SPERBER,
directrice de l'École normale supérieure